Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
www.un.org/french/news

ONU: l'édition du jour

Numéro PPQ/9415 **mardi 24 mars 2015**

Les grands titres:

- Ban Ki-moon appelle à éradiquer entièrement la tuberculose d'ici à 2035
- Le Conseil de sécurité souligne la gravité et l'urgence de la situation au Soudan du Sud
- Vanuatu : l'ONU et le gouvernement lancent un appel de fonds après le cyclone Pam
- Le chef du HCR en visite au Cameroun où des milliers de Nigérians et de Centrafricains se sont réfugiés
- L'harmonisation des législations est essentielle pour lutter contre la cybercriminalité, selon la CNUCED
- Yémen : l'UNICEF s'inquiète des graves violations des droits des enfants

Ban Ki-moon appelle à éradiquer entièrement la tuberculose d'ici à 2035

24 mars - A l'occasion de la Journée mondiale de la tuberculose qui est célébrée le 24 mars, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé qu'il était possible non seulement d'endiguer la propagation de la tuberculose mais aussi d'éradiquer entièrement, d'ici à 2035, cette épidémie dont de nombreuses familles de par le monde continuent de souffrir.

Environ 37 millions de vies ont pu être sauvées entre 2000 et 2013 grâce aux diagnostics et aux traitements de la tuberculose. « C'est une des plus importantes victoires mondiales dans le secteur de la santé qui est aujourd'hui à portée de main », a insisté le chef de l'ONU dans un message pour cette Journée.

Toutefois, la victoire est loin d'être assurée, selon lui. Environ 9 millions de personnes ont contracté la tuberculose en 2013 et 1, 5 million ont perdu la vie.

Le chef de l'ONU a donc engagé les gouvernements, les communautés touchées par la tuberculose et le personnel de santé partout dans le monde « à redoubler d'efforts conformément à l'ambitieuse stratégie adoptée à l'Assemblée mondiale de la santé en 2014 pour en finir avec cette épidémie mondiale dans les 20 prochaines années ».

« En cette Journée mondiale de la tuberculose, sachons célébrer les résultats obtenus au cours des 15 dernières années dans la lutte contre la tuberculose en réaffirmant notre volonté de débarrasser le monde entier de ce fléau d'ici à 2035 », a conclu le Secrétaire général.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rappelé pour sa part que la maladie a souvent des conséquences économiques dévastatrices pour les familles touchées, réduisant leur revenu annuel de 50% en moyenne et aggravant les inégalités existantes.

« C'est une question de justice sociale, fondamentale eu égard à notre objectif de couverture sanitaire universelle. Chaque homme, chaque femme et chaque enfant atteint de tuberculose devrait bénéficier d'un accès égal et sans restriction aux outils

et services novateurs nécessaires pour un diagnostic rapide, un traitement et des soins», a déclaré le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS.

La stratégie de l'OMS 'Halte à la tuberculose' adoptée par les gouvernements lors de l'Assemblée mondiale de la Santé l'année dernière a pour but de promouvoir l'action dans trois domaines principaux : des soins et des mesures préventives intégrés centrés sur le patient pour tous ceux qui en ont besoin, y compris les enfants; des politiques audacieuses et des systèmes de soutien; et une intensification de la recherche et de l'innovation.

La stratégie fixe des cibles ambitieuses: une réduction de 95% des décès par tuberculose et une réduction de 90% des cas de tuberculose d'ici 2035. L'une des étapes importantes à atteindre au cours des cinq prochaines années (d'ici 2020) est l'élimination des coûts prohibitifs pour les malades et leur famille, ce qui pourrait se faire en rendant les soins plus accessibles et moyennant des systèmes de protection financière visant à réduire les dépenses médicales et non médicales, ainsi que les pertes de revenu.

La stratégie a pour but de combattre la tuberculose parmi les groupes vulnérables, y compris des personnes vivant avec le VIH qui contractent la tuberculose. En 2013, on estimait que 1,1 million de personnes étaient infectées à la fois par le VIH et la tuberculose, dont 360.000 sont décédées.

Le Conseil de sécurité souligne la gravité et l'urgence de la situation au Soudan du Sud

24 mars - Les membres du Conseil de sécurité ont souligné mardi, dans une déclaration de la Présidence du Conseil, la gravité et l'urgence de la situation au Soudan du Sud.

Dans cette déclaration, le Conseil se dit « profondément déçu par le fait que le Président Salva Kiir, l'ancien Vice-Président Riek Machar et toutes les parties ne soient pas parvenus à s'entendre sur les dispositions transitoires prévues dans le document du 1er février 2015 » sur l'établissement d'un gouvernement d'union nationale de transition.

Le Conseil de sécurité a également condamné de nouveau fermement « les violations répétées de l'Accord de cessation des hostilités adopté et signé par la République du Soudan du Sud et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition, le 23 janvier 2014 », et a souligné que les actions menées par Salva Kiir et Riek Machar dans la poursuite d'une solution militaire à ce conflit « constitue une violation de leurs obligations en vertu dudit accord ».

Le Conseil de sécurité s'est félicité de l'intention manifestée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), ainsi que les amis d'Afrique et de l'extérieur du Soudan du Sud, dont l'ONU, « d'appliquer un plan commun et de trouver une solution raisonnable et globale à la crise au Soudan du Sud » et a invité toutes les parties à s'engager effectivement « dans la voie du processus de paix de manière à parvenir à un règlement politique de la crise et à mettre fin à la violence ».

Les membres du Conseil ont réaffirmé leur intention de « prendre toutes les sanctions qui pourraient s'imposer, notamment un embargo sur les armes et la désignation des hauts responsables se livrant à des actes ou des mesures qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Soudan du Sud, en vue d'engager le Gouvernement du Soudan du Sud et les forces d'opposition à former un gouvernement d'union nationale de transition, à prendre des mesures efficaces et globales pour amener les forces se trouvant sous leur contrôle direct ou indirect à mettre un terme aux opérations militaires, aux violences ainsi qu'aux violations des droits de l'homme, et à permettre le libre acheminement de l'aide humanitaire ».

Vanuatu : l'ONU et le gouvernement lancent un appel de fonds après le cyclone Pam

24 mars - La Coordonnatrice humanitaire des Nations Unies pour le Vanuatu, Osnat Lubrani, et le Premier Ministre de Vanuatu, Joe Natuman, ont lancé mardi un appel de fonds humanitaire à la suite du cyclone Pam qui a frappé l'archipel du Pacifique il y a onze jours.

Le cyclone de catégorie 5 a causé de gros dégâts à travers l'archipel. Il a détruit des infrastructures, des maisons et des moyens de subsistance dans un pays où plus de 70% de la population dépend de l'agriculture de subsistance. Les évaluations menées par le gouvernement ont identifié 166.000 personnes ayant besoin de toute urgence d'assistance, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

L'appel de fonds de 29,9 millions de dollars doit permettre de poursuivre jusqu'au 24 juin 2015 l'assistance initiale fournie par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les partenaires humanitaires. Cela comprend la fourniture d'une assistance dans quatre domaines prioritaires : eau, nourriture, abri et soins de santé, ainsi que dans d'autres domaines clés, notamment la protection des groupes vulnérables et l'aide au retour des enfants à l'école.

Le montant de l'appel de fonds reflète à la fois l'ampleur des besoins et les défis logistiques importants liés à la fourniture d'une assistance humanitaire dans un pays insulaire éloigné.

Les besoins sont importants. Environ 75.000 personnes ont besoin d'abris et 110.000 personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

« Les personnes touchées par le cyclone tropical Pam sont confrontées à des risques immédiats graves pour leur santé et leur bien-être, ainsi qu'à des menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance et leur résilience future aux catastrophes », a déclaré Mme Lubrani. « Aujourd'hui, nous sommes au côté du gouvernement du Vanuatu et recherchons de toute urgence l'appui de la communauté internationale ».

Travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement, la communauté humanitaire au Vanuatu a identifié dix secteurs sur lesquels se concentrer dans les trois prochains mois.

« Bien que les habitants de Vanuatu aient montré une grande résilience en ces moments difficiles, une aide supplémentaire est nécessaire pour s'assurer que le Vanuatu puisse se relever après cette catastrophe et que les effets potentiellement mortels des maladies, de l'insécurité alimentaire et du manque d'abris puissent être évités », a déclaré Mme Lubrani.

Le chef du HCR en visite au Cameroun où des milliers de Nigérians et de Centrafricains se sont réfugiés

24 mars - Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, a entamé mardi une visite de deux jours au Cameroun, un pays qui accueille des réfugiés de deux des principales crises actuelles de déplacement en Afrique: le Nigéria et la République centrafricaine.

Plus de 74.000 réfugiés nigérians ont franchi la frontière pour entrer dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun, selon les autorités, dont environ 25.000 qui ont fui les affrontements dans le nord-est du Nigeria rien que pour le mois de février. Outre les réfugiés en provenance du Nigéria, le Cameroun accueille plus de 244.000 réfugiés de la République centrafricaine, dont 139.000 qui ont fui leur pays depuis décembre 2013.

Lors de sa visite, M. Guterres doit examiner les deux crises humanitaires avec le Président camerounais Paul Biya et discuter de l'appui nécessaire pour améliorer les conditions de vie des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Cameroun.

En raison de l'insécurité dans la région de l'Extrême Nord, le HCR a déplacé des réfugiés des zones frontalières vers le camp de Minawao. M. Guterres doit se rendre à Minawao mercredi pour entendre les témoignages de réfugiés et voir les conditions dans le camp, qui abrite aujourd'hui près de 33.000 réfugiés nigérians.

Le Haut-Commissaire s'entretiendra également avec certains des Camerounais déplacés par les incursions régulières par des insurgés dans le pays. Il y a environ 96.000 Camerounais dans cette situation.

L'harmonisation des législations est essentielle pour lutter contre la cybercriminalité, selon la CNUCED

24 mars - Alors que les inquiétudes croissantes suscitées par la cybercriminalité influent sur la volonté des acheteurs et des vendeurs d'effectuer des transactions en ligne, les nouveaux travaux de recherche de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) montrent qu'il existe de grandes disparités au niveau mondial et des lacunes importantes dans de nombreux pays en développement en ce qui concerne l'adoption de lois renforçant la sécurité de ces transactions et la confiance en elles.

Les résultats de ces travaux figurent dans le « Rapport 2015 sur l'économie de l'information: Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement» publié mardi par la CNUCED.

On estime qu'en 2012, les fournisseurs ont enregistré un manque à gagner de 3,5 milliards de dollars en raison de la fraude en ligne. En 2013, lors d'un seul piratage important, pas moins de 152 millions de noms de clients, mots de passe, numéros de carte de débit ou de crédit et autres renseignements concernant des commandes ont été divulgués.

La cybercriminalité peut aller des infractions non monétaires, telles que la diffusion de virus sur les réseaux informatiques ou le vol de renseignements commerciaux confidentiels, à l'usurpation d'identité au moyen de méthodes comme le «phishing».

D'un point de vue géographique, les États-Unis sont de loin le pays le plus visé, représentant près de la moitié des cas connus. Dans ce contexte, gouvernements, entreprises et consommateurs s'inquiètent de plus en plus de la sécurité de l'information.

Les cybercriminels ciblent de plus en plus les pays en développement et les pays en transition car, souvent, la législation y est appliquée moins rigoureusement, ce qui renforce la nécessité d'adopter des lois relatives au commerce électronique.

Dans son rapport, la CNUCED souligne que la compatibilité et l'interopérabilité entre différents systèmes juridiques sont essentielles pour faciliter le commerce électronique international. Même dans les régions développées où les législations ont été harmonisées dans une certaine mesure, les différences entre les obligations nationales peuvent entraver ce type de commerce, et la nécessité d'aligner les lois sur les principaux instruments juridiques internationaux demeure.

Plusieurs gouvernements doivent allouer des ressources suffisantes à l'élaboration d'une cyber-législation, le prochain défi qui les attend consistant à la faire respecter au niveau national et dans le cas de transactions internationales.

De plus, dans son rapport, la CNUCED indique que la sécurité et la confiance jouent un rôle fondamental dans la création d'un environnement propice au commerce électronique. L'augmentation du nombre de cas de fraude en ligne et d'atteintes à la sécurité suscite des inquiétudes grandissantes et appelle des réponses législatives adéquates aux niveaux national et international. La CNUCED présente dans son rapport un nouvel inventaire des cyber-législations réalisé au niveau mondial

dans quatre domaines: la cybercriminalité, les transactions électroniques, la protection des consommateurs et la protection de la vie privée et des données. Cet inventaire montre que la proportion de pays disposant d'une législation sur le commerce électronique est souvent élevée parmi les pays développés, tandis qu'elle est très faible dans de nombreuses régions du monde.

La proportion de pays ayant adopté une législation relative aux transactions électroniques est généralement la plus élevée, tandis que la proportion de pays ayant adopté une législation relative à la protection des consommateurs en ligne est la plus faible. Les chiffres varient cependant d'une région à l'autre.

L'Afrique centrale est la sous-région qui a instauré le moins de lois relatives au commerce électronique, avec seulement deux pays sur neuf disposant d'une législation relative aux transactions électroniques, à la protection des consommateurs en ligne et à la protection des données, et seulement un pays ayant adopté une législation sur la cybercriminalité.

Quel que soit leur degré de développement, les pays sont de plus en plus préoccupés par la cybercriminalité, qui influe sur la volonté des acheteurs et des vendeurs d'effectuer des transactions en ligne. En Inde, par exemple, le commerce électronique frauduleux − usurpation d'identité et arnaques notamment − se développe. En Europe, les formes les plus communes de fraude en ligne concernent des sites Web frauduleux, des ventes de voitures d'occasion en ligne et des produits de contrefaçon.

Le commerce en ligne nécessite une législation sur les transactions électroniques reconnaissant l'équivalence juridique entre les opérations électroniques et traditionnelles. Des lois de ce type ont déjà été adoptées par 145 pays, dont 104 pays en développement ou pays en transition.

Garantir la compatibilité au niveau international des lois relatives aux transactions électroniques reste problématique. C'est pourquoi, la CNUCED a indiqué dans son rapport que, dans l'idéal, il faudrait reconnaître juridiquement les signatures électroniques, les contrats électroniques et les éléments de preuve non seulement au niveau national, mais également au niveau international.

Yémen : l'UNICEF s'inquiète des graves violations des droits des enfants

24 mars - De graves violations des droits de l'enfant continuent d'avoir lieu au Yémen, a souligné mardi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), alors que de récents attentats contre deux mosquées dans la capitale Sanaa ont tué 12 enfants et blessé 20 autres.

L'année 2014 a vu une augmentation de 40% du nombre d'enfants tués et blessés au Yémen, par rapport à 2013, a précisé un porte-parole de l'UNICEF, lors d'une conférence de presse à Genève. Il y a également eu une augmentation de 100% des attaques contre les écoles et les hôpitaux, tandis que le recrutement d'enfants dans des groupes armés a augmenté de 47%.

Lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité dimanche, le Conseiller spécial de l'ONU Jamal Benomar a averti que le Yémen était au bord de la guerre civile et que malgré les efforts de l'ONU pour parvenir à un règlement politique pacifique, le pays continuait d'être en proie à des violences.

Selon l'UNICEF, le Yémen reste l'un des pays les plus pauvres du monde, avec 47% des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition. Après l'Afghanistan, c'est le pays ayant le plus grand nombre d'enfants souffrant de malnutrition. Les niveaux de malnutrition sont alarmants actuellement, avec 1,6 million de personnes affectées, dont 850.000 enfants souffrant de malnutrition aiguë et 160.000 de malnutrition aiguë sévère.

M. Boulierac a souligné que les enfants yéménites sont exposés à un certain nombre de dangers, notamment les mines, les drones, les attentats suicides et la violence sexuelle.

L'UNICEF appelle toutes les parties au conflit à épargner les écoles, les hôpitaux et les cibles civiles. L'agence onusienne demande également l'arrêt immédiat de l'enrôlement d'enfants et une assistance immédiate aux personnes dans le besoin.

La crise actuelle au Yémen a également un effet désastreux sur l'économie. L'aide sociale est gelée et aucun paiement n'a été effectué depuis le début de l'année. Les bénéficiaires du Fonds de protection sociale, qui couvre 35% de la population, n'ont pas reçu leurs paiements depuis janvier de cette année.

L'UNICEF et ses partenaires sur le terrain continuent de fournir des vaccins aux enfants, construire des écoles, fournir un soutien psychologique aux enfants en détresse et des aliments thérapeutiques aux mères et aux enfants qui souffrent de malnutrition.

Selon M. Boulierac, la fourniture de vaccins est assurée uniquement pour les deux mois qui viennent et le gouvernement n'est pas en mesure de payer pour les mois à venir. Les stocks des vaccins risquent d'être endommagés. Ce mois-ci, l'UNICEF a payé le carburant pour éviter une interruption des vaccinations.